



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Op 1122 - Repli Mitterrand dans le Bâtiment Gergovia













Date et heure limites de réception des offres :

jeudi 09 janvier 2025 à 12:00

**Cette consultation étant en dématérialisation complète,
la signature électronique de l'acte d'engagement sera demandée
seulement au candidat retenu.**

Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Op 1122 - Repli Mitterrand dans le Bâtiment Gergovia
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	5
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Défini par lot
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	5
2.5 - Développement durable	5
3 - Les intervenants	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	6
3.4 - Contrôle technique.....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	7
6.1 - Documents à produire.....	7
6.2 - Visites sur site	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7.1 - Transmission électronique	9
7.2 - Transmission sous support papier	10
8.1 - Sélection des candidatures	10
8.2 - Attribution des marchés	11
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
9 - Renseignements complémentaires.....	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
9.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Op 1122 - Repli Mitterrand dans le Bâtiment Gergovia

Lieu(x) d'exécution :

29, boulevard Gergovia

63000 Clermont-Ferrand

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Déposes et démolitions
02	Cloisons - Plafonds - Peinture
03	Menuiseries intérieures - Serrurerie
04	Electricité CFO CFA
05	Plomberie - Sanitaire -VMC

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
45000000-7		Travaux de construction
Lot(s)	Code principal	Description
01	45111000-8	Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier
02	45421141-4	Travaux de cloisonnement
02	45442110-1	Travaux de peinture de bâtiments
03	45421130-4	Poses de portes et de fenêtres
04	45311100-1	Travaux de câblage électrique
05	45332000-3	Travaux de plomberie et de pose de conduits d'évacuation
05	45332400-7	Travaux d'installation d'appareils sanitaires

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Lot(s)	Nomenclature	Libellé
01	BE.01	MACONNERIE, DEMOLITION ET DESAMANTAGE
02	BE.04	PLATRERIE, CLOISONS SECHES, FAUX PLAFONDS
03	BE.02	MENUISERIE, SERRURERIE
04	BE.06	ELECTRICITE SUR INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES BATIMENTS
05	BE.07	CVC, PLOMBERIE ET FLUIDES SPECIAUX

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Description
02	PSE 2	Peinture sur plafonds Gyptone conservés
02	PSE 3a	Remplacement de cloisons 98/48 par 120/70
03	PSE 3b	Remplacement de cloisons type 98/48 par des 120/70
03	PSE 4	Renforcement de la performance phonique pour les portes donnant sur la circulation
04	PSE 1	Ventilation mécanique logement niveau rez-de-chaussée
05	PSE 1	Ventilation mécanique logement niveau rez-de-chaussée

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

STUDIO LOSA
37 Rue Gonod
63000 Clermont-Ferrand
Tél : 04-73-27-31-81
Mél : contact.losa@orange.fr

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
5 rue du Bois Joli - CS 90002
63801 COURNON D'AUVERGNE
Tél : 04-73-14-37-78
Mél : guilhem.teste@bureauveritas.com

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau III** sera assurée par :

APAVE SUDEUROPE
30 Boulevard Maurice Pourchon
63000 CLERMONT-FERRAND
Tél : 06-08-89-46-49
Mél : damien.adamczyk@apave.com

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun et le CCTP par lot et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Les plans (EDL et Projet par lot ; plan d'installation de chantier)
- La notice du projet
- La notice de sécurité
- La notice d'accessibilité
- Le Plan général de coordination sécurité prévention santé
- L'attestation de visite
- Les diagnostics amiante
- Le diagnostic plomb

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 3 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature	Nommage document candidature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-DC1
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non	1122-TX-NOM RESPECT EMPLOI

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature	Nommage document candidature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-ASSURANCE



Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature	Nommage document candidature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-EFFECTIF
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-REF

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature	Nommage document offre
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes + RIB	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-AE 1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-RIB
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe calendrier prévisionnel	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-CCAP
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-CCTP
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-DPGF Sous format Excel et PDF
Le mémoire technique qui répondra aux attendus des critères 2, 3, 4 et 5	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-MEMOIRE  8 pages maximum
Note environnementale *(critère 6 de l'article 8.2 du présent RC)	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-NE  3 pages maximum
Un certificat de visite des locaux	Non	1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-VISITE

*** Note environnementale : toute offre rendue sans cette note environnementale sera déclarée irrégulière.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Elles auront lieu le :

- 13/12/2024 à 10H00
- 16/12/2024 à 15H00
- 17/12/2024 à 10H30
- 17/12/2024 à 14H00
- 19/12/2024 à 9H00

Le lieu de rendez-vous est :

Hall Gergovia
29 boulevard Gergovia
63000 Clermont-Ferrand

Merci d'informer au **06-89-50-05-72** le jour et l'heure de votre venue.

Un certificat de visite sera remis à son issue.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli

portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Université Clermont Auvergne - DPIE
34 avenue Carnot
63000 Clermont-Ferrand

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : La DPGF est à rendre au format .XLS et PDF. Toute DPGF rendue seulement sous le format PDF sera pénalisée lors de l'analyse. Pour le reste des fichiers, ils devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

1122-TX-01-NOM ENTREPRISE-NOM DU DOCUMENT

Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, respecter les indications de nommage nommé dans les différents tableaux des pièces demandées, ne pas être accentués, ne pas contenir de caractères spéciaux.

Chaque document sera remis distinctement (pas de création d'un document .pdf qui regrouperait l'ensemble des documents demandés).

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans **un délai maximum de 5 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour l'ensemble des lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40 %
2-Méthode et moyens mis en œuvre en terme d'organisation de chantier (approvisionnement, commandes anticipées...)	15%
3-Organisation, méthode et moyens mis en œuvre en terme d'encadrement des personnels	15%
4-Méthodologie en terme d'intervention en site occupé au regard notamment de la limitation des nuisances (poussières, sonores, circuits d'accès...)	10%
5-Effectifs envisagés et qualification des personnels pour cette intervention en site occupé dans un ERP de 1ère catégorie	10%
6-Performances en matière de protection de l'environnement décrites dans une note environnementale : - préciser le mode opératoire de collecte individuelle et de gestion de ses propres déchets - préciser les modalités de sensibilisation des personnels au tri des déchets - engagement à ne mettre en œuvre que des matériaux classés A+ avec présentation de la fiche FDES pour les lots 2 et 3 - engagement à produire en préparation de chantier les fiches FDES individuelles, individuelles de gamme, collectives ou paramétrable, des matériels et matériaux mis en œuvre pour les lots 4 et 5	10%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Mode d'emploi de la pondération :

Le classement des offres sera réalisé au plus fort point constitué de la somme pondérée des notes des critères.

Les offres seront notées sur 100 points, par addition des notes obtenues pour chacun des critères. La notation sera arrondie à la décimale supérieure.

Chaque critère est noté à hauteur de sa pondération. Par exemple, si un critère est pondéré à 30 %, La note maximale de ce critère sera donc de 30 points, et ainsi de suite pour les autres critères.

Critères 2 à 6 :

Chaque offre est évaluée de 0 à 5 à partir des modalités de notation définies ci-dessous. L'offre ayant obtenue l'évaluation la plus élevée aura la note maximale sur ce critère.

Exemple : si le critère considéré est pondéré à 20%, l'offre ayant obtenu l'évaluation la plus élevée reçoit 20 points ; les autres solutions reçoivent une note égale à : $20 \times (\text{Evaluation du candidat analysé} / \text{Evaluation maximale})$

Les modalités de notation sont les suivantes :

Chaque critère qualitatif fait l'objet d'une évaluation de 0 à 5 appréciée comme suit :

- 0 : Proposition insuffisante ou parcellaire, complète incompréhension ou informations hors sujet
- 1 : proposition peu satisfaisante,
- 2 : proposition acceptable mais présence d'observations,
- 3 : proposition correcte, présence de quelques observations,
- 4 : proposition satisfaisante, standard élevé,
- 5 : propositions très satisfaisante, standard très élevé.

La notation tiendra compte de la lisibilité, la clarté des productions du candidat.

La notation peut comprendre l'ajout ou le retrait de demi-point.

Critère 1 Prix de la prestation

Les offres seront évaluées en prenant en compte la somme des montants des parties techniques.

L'offre la moins chère recevra 40 points. Les autres offres, plus chères par définition, recevront une note égale à : $40 \times (\text{Offre la moins chère} / \text{Offre analysée})$.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres reçues, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager une négociation avec tous les candidats ayant remis une offre recevable. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. Ces éventuelles négociations seront effectuées dans des conditions de stricte égalité.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **5 jours**.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours avant la date limite de remise des plis**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **3 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis**.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Clermont Ferrand

6 Cours Sablon

CS 90129

63033 CLERMONT FERRAND

Tél : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr